



## **REPONSE SUISSE AU QUESTIONNAIRE RELATIF AUX OBLIGATIONS EN RAPPORT AVEC LES DROITS DE L'HOMME DANS LE CONTEXTE DE LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

### **1. Généralité concernant l'engagement du secteur privé dans les services d'eau et d'assainissement. Message clés de la Suisse :**

- 1.1. La Suisse considère que la participation du secteur privé et son potentiel peut apporter une contribution significative dans le développement des services d'eau et d'assainissement notamment pour son savoir faire. Elle est considérée comme une option relevante. Mais une option qui ne doit en aucun cas être une conditionnalité des institutions de financement mais bien une décision des autorités locales et/ou nationales.
- 1.2. La réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement dans l'esprit des droits de l'homme, nécessite une mobilisation financière importante (au moins le double de celle actuellement consentie globalement). Mais un des plus grands défis reste le renforcement des **capacités** et de la **performance** du secteur. Pour répondre aux défis de l'eau et de l'assainissement il faut que tous les acteurs du secteur: gouvernements nationaux, autorités locales, agences de financements, société civile et le secteur privé se mobilisent
- 1.3. Les Partenariats Publics Privés (PPP) promus par la communauté internationale à Johannesburg en 2002, sont une option pour contribuer à améliorer la performance globale du secteur en fournissant un savoir faire technique et de gestionnaires ainsi que des capacités et des investissements additionnels, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. L'accroissement de capacités est important pour les autorités locales qui, dans le cadre de la décentralisation en cours dans beaucoup de pays, doivent répondre à une immense demande en services avec des ressources financières et humaines limitées.
- 1.4. Cependant, si de grands espoirs ont été placés sur la participation du secteur privé, plusieurs de ces projets ont été confrontés à des défis techniques et sociaux importants ou ont échoué; le plus souvent à cause de conditions cadres inappropriées, du rôle des partenaires mal définis, du manque de transparence, bref, du manque de bonne gouvernance. Notons cependant que plusieurs de ces projets donnent aussi satisfaction. De plus, le débat est trop souvent focalisé sur les compagnies internationales en oubliant l'importance et le potentiel de développement du secteur privé national et des entrepreneurs locaux.
- 1.5. Pour que de tels arrangements de PPP soient développés avec succès, la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) avec le Secrétariat à l'Economie (seco) et la compagnie de réassurance Swiss-Re ont élaboré, par un large dialogue international

et de consultations d'experts, des principes de politiques et des lignes directrices pour la mise en œuvre de tels projets. Ce travail rigoureux est construit sur des valeurs de base, notamment *l'accès à l'eau en tant que droit de l'homme*, le *respect du développement durable*, la *participation équitable dans les processus*, la *bonne gouvernance* et est articulé autour d'une dizaine de principes clés dont : la responsabilité envers les pauvres, la protection des ressources, la transparence. Ces principes sont déclinés ensuite en lignes directrices pour la réalisation de projets.

- 1.6. Dans ces approches PPP, la propriété de la ressource en eau et des infrastructures reste celle de l'Etat; un Etat qui est évidemment seul responsable de la politique sectorielle (plans directeurs, politiques d'extension des services), de la mise en place d'une institution de surveillance / monitoring et assume une série de co-responsabilités. Il ne s'agit donc pas de la privatisation des services ou de démission de l'Etat. Notamment, les tarifs et les prix de connexion sont régulés par l'Etat (et ou les communautés en zones rurales), comme du reste le niveau de subventions pour les plus pauvres assumées par l'Etat ou absorbées par un tarif différencié pour les consommateurs plus aisés. De plus, **la participation de la société civile et notamment de représentants des pauvres comme partenaires** dans la mise en place, l'accompagnement et le suivi de ces processus est fondamentale.

## **2. Quelles sont les obligations des Etats, dans le contexte de participation du secteur privé dans l'approvisionnement en services d'eau et d'assainissement?**

- 2.1. Participation du secteur privé ou non, les obligations de l'Etat ne devraient pas être différentes. Elles sont fondamentales et devraient garantir les différents instruments et responsabilités cités au § 1.6 afin qu'ils soient en conformité avec les obligation des droits humains.
- 2.2. L'engagement du secteur privé requiert des contrats détaillés, avec des obligations claires, et un monitoring des résultats des entreprises mandatées par l'Etat. Mais il en devrait être de même avec les entreprises publiques, les ONGs ou les organisations d'usagers à qui la gestion du service été déléguée.

## **3. Quel devrait être le cadre réglementaire mis en place par les Etats?**

- 3.1. Normes et réglementations (en particulier tarifaire) sont des éléments important dans l'engagement du secteur privé, n'en sont/seraient pas moins importants dans le cas d'une prestation de service par le secteur publique.

## **4. Mis à part des réglementations, quelles autres mesures, structures et institutions sont nécessaires?**

- 4.1. Délégation du service à un prestataire privé, publique, à une ONG, ou service en direct de l'état. Il est approprié de se doter d'une plateforme publique qui permette la participation de la société civile et notamment de représentants des pauvres comme partenaires dans la mise en place des arrangements, l'accompagnement et le suivi de ces processus et des contrats.

**En conclusion : dans les conditions de PPP tels que mentionnées au § 1.6**, nous ne voyons pas de différence fondamentale sur les plans législatifs et de réglementations qui seraient générées par la délégation d'une partie ou du service dans sa totalité à un prestataire privé par rapport à un

prestataire publique ou une ONG ou un comité de quartier : l'accès à l'eau potable et à l'assainissement droit humain requièrent d'un cadre juridique et de bonne gouvernance (national et /ou municipal) solide qui garantissent l'accès pour tous (tels que définis dans l'observation générale n°15).

Les autorités responsables doivent définir /assurer la qualité, l'accessibilité (affordability), les tarifs, les subventions, les cas autorisés de coupures, le règlement de service , les priorités géographiques d'extensions des services etc ....qui soient compatibles avec l'eau et l'assainissement en tant que droit humain. Vis-à-vis des opérateurs, publics ou privés elles doivent leur donner des instructions cohérentes avec les décisions prises et les contrôler pour s'assurer de la bonne exécution de ces instructions.

Si ce cadre est déficient, ce qui encore trop souvent le cas, le service public de l'eau et de l'assainissement en respect des droits humains en souffre indépendamment du type de prestataire service.

**5. Comment les cadres existants de responsabilité pour la protection des droits de l'homme (notamment le travail du représentant spécial du Secrétaire Général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, les principes directeurs de l'OCDE, le Pacte mondial - Global Compact -, etc) peuvent-ils être utilisés pour guider notre' compréhension des responsabilités du secteur privé dans l'approvisionnement des services d'eau et d'assainissement ?**

Les divers forums où est débattue la question de la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme doivent être utilisés de différentes manières. Le travail du Représentant spécial John Ruggie est important, dans la mesure où les entreprises et les États ont chacun des responsabilités propres. D'après lui, les entreprises doivent respecter les droits de l'homme dans la conduite de leurs activités et exercer la diligence voulue pour ne pas leur porter atteinte. Le cadre d'action proposé par John Ruggie implique, concernant l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'obligation pour les entreprises de clarifier leur influence sur la visibilité de ce droit et de développer une politique et une culture d'entreprise qui respectent ce droit. À cet égard, le rôle des principes directeurs de l'OCDE est plutôt flou. Dans la mesure où ils ont été conçus uniquement dans l'optique de l'investissement et parce que les points de contact nationaux jouent un rôle de forums de médiation purement réactifs, ces principes ont peu d'impact sur la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement. Toutefois, l'on peut très bien envisager des situations hypothétiques, dans lesquelles des distributeurs et fournisseurs d'eau privés exercent une influence directe sur la visibilité du droit à l'eau et à l'assainissement à travers leurs investissements (par ex. en achetant des concessions lors de la privatisation de réseaux publics). Le principe du recouvrement intégral (*full cost recovery*) ou le transfert du risque de change sur le consommateur final en cas d'investissements dans une monnaie étrangère peuvent porter atteinte au droit à l'eau et à l'assainissement. Il convient en fin de compte de renforcer le rôle du Pacte mondial (*Global Compact*) en tant que forum d'apprentissage et de coopération. Certes, le « CEO Water Mandate » est axé sur le respect des droits de l'homme, mais l'on ignore dans quelle mesure cette approche a effectivement conduit à la création supplémentaire de partenariats de développement avec des organisations de l'ONU et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement qui concernent l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Pour la situation en Suisse, nous vous renvoyons à la réponse suisse au questionnaire du Haut Commissariat aux droits de l'homme de 2007.